le 5 – 11 – 24

La non-pratique de sa religion par un résident adulte est-elle un critère suffisant pour enfreindre la demande des parents qu'il en respecte certaines prescriptions ?

La question adressée au CNADE

Nous accompagnons au sein du Foyer de Vie un résident, qui n'est pas sous mesure de protection, pour qui les parents ont émis le souhait qu'il n'y ait pas de viande porcine servie à leur enfant pour des raisons religieuses. Le résident accompagné ne nous semble pas être en capacité de nous aviser de ses souhaits en matière de religion et précisément sur le fait de ne pas manger de porc. Il n'est pas en demande de pratiquer une religion.

Le questionnement est donc le suivant : est-il d'usage de ne pas servir de porc à un résident qui n'en a pas émis le souhait, qui n'a pas de mesure de protection et qui ne pratique pas de religion, suite à une demande des parents (qui eux pratiquent une religion) ?

D'une manière générale, dans quelles mesures les professionnels doivent-ils faire appliquer les demandes des parents en termes de religion ou de croyances personnelles auprès de personnes en situation de handicap qui ne sont pas sous mesure de protection et pas en capacité d'exprimer leurs choix par rapport à ces thématiques ?

Analyse de la situation

La question telle que nous la comprenons est la suivante : dans quelle mesure les professionnels d'un Foyer de Vie doivent-ils tenir compte et faire appliquer les demandes des parents concernant les pratiques religieuses, en particulier l'interdiction de consommation de viande porcine pour des raisons religieuses, auprès d'un résident adulte, qui n'est pas sous mesure de protection, ne pratique pas de religion et ne manifeste pas explicitement de souhaits en lien avec ses convictions ?

- **Rappel du cadre juridique**

Il nous semble important de repositionner la question à partir d'arguments réglementaires et juridiques, en n'omettant pas de mentionner que le droit pose une base mais ne dispense nullement d'appréhender la complexité, les tensions que cette question suscite.

En effet, la question posée laisse entendre que, si le résident était sous protection juridique, la réflexion autour de son choix (éclairé ou non) ne se poserait pas, seule la demande des parents serait à prendre en compte. En fait, pour qui que ce soit, adhérer ou non à une religion relève des choix de vie privée et des libertés individuelles. Les mesures de protection des majeurs, quand bien même elles s'exerceraient pour la protection des biens et de la personne n'excluent en rien l'attention que doivent porter les professionnels à questionner le résident sur ses choix. Celui-ci ne peut être présumé d'emblée dans l'incapacité de les exprimer.

- **Du point de vue du résident :**

Dans la présentation du résident, il est précisé que « *Le résident accompagné ne nous semble pas être en capacité de nous aviser de ses souhaits en matière de religion et précisément sur le fait de ne pas manger de porc. Il n'est pas en demande de pratiquer une religion.* » Il pourrait être utile de comprendre les éléments concrets sur lesquels repose cette évaluation : s'agit-il d'observations précises de comportements du résident, ou de la manière dont il exprime ses préférences dans d'autres aspects de sa vie quotidienne ? Il est possible que, bien que le résident ne manifeste rien explicitement, cela puisse être interprété comme une forme de consentement implicite à l'égard des souhaits de ses parents, selon l'idée que le silence ou l'absence d'opposition peut parfois être perçue comme une adhésion tacite. Il est également envisageable que le résident ne manifeste aucune opposition parce qu'il est en adéquation avec la demande de ses parents, trouvant une forme de cohérence dans le respect des valeurs et croyances familiales. Dans ce cas, son silence pourrait refléter une harmonie avec les choix parentaux, même s'il n'exprime pas ses préférences de manière verbale ou explicite. A contrario, la consommation de viande porcine pourrait le mettre en situation d'inconfort.

Plusieurs travaux peuvent éclairer la réflexion :

- Ceux sur l'attachement et les relations familiales (Donald Winnicott) qui suggèrent que l'identité de l'individu est étroitement liée aux valeurs et désirs de la famille, particulièrement lorsque l'individu est en situation de vulnérabilité ou d'incapacité à exprimer des choix autonomes. L'absence de manifestation d'une préférence peut alors être envisagée non comme un manque de volonté propre, mais comme un reflet de l'alignement avec les souhaits parentaux ou familiaux.
- Les travaux de Bourdieu sur l'importance de l'habitus, c'est-à-dire l'ensemble des dispositions acquises au sein de la famille et du milieu social, qui influencent les comportements et les choix d'une personne. Cet habitus, formé dès l'enfance, oriente les attitudes et les préférences implicites de l'individu, y compris celles qui concernent les pratiques alimentaires ou religieuses. Dans le cas des croyances religieuses, les valeurs et pratiques transmises par la famille participent à structurer la vision du monde et les comportements de l'individu, souvent dès le plus jeune âge. Si les parents ont élevé leur enfant en observant certaines pratiques religieuses, comme l'interdiction de consommer de la viande porcine, cet aspect fait partie de l'habitus du résident, influençant implicitement ses choix, même si ceux-ci ne sont pas toujours formulés de manière consciente ou explicite.
- La théorie de l'identité sociale de Tajfel et Turner qui affirment que les individus construisent une partie de leur identité du fait même de leur appartenance à des

groupes sociaux. Tajfel et Turner affirment que les groupes, par exemple, la classe sociale, la famille, l'équipe de football, l'école, etc., sont d'importantes sources de fierté et d'estime de soi. Ce qui rejoint le besoin d'appartenance à un groupe évoqué par A Maslow.

- La sociologie des pratiques religieuses, notamment les travaux de Clifford Geertz, montre aussi comment les pratiques et interdits religieux constituent un cadre symbolique puissant qui donne sens et structure la vie des individus au sein de leur communauté. Geertz explique que la religion forme un système culturel dans lequel chaque règle et interdiction joue un rôle identitaire majeur. Ainsi, ne pas respecter ces interdits peut être une atteinte à l'identité familiale et culturelle du résident, créant des tensions non seulement dans sa relation avec ses proches, mais aussi dans son sentiment d'appartenance.

Ainsi, respecter l'individualité, c'est aussi reconnaître cet ensemble complexe d'influences personnelles et familiales qui le définissent.

- **Du point de vue des attentes des parents :**

Les parents expriment une demande fondée sur leurs croyances religieuses. Il est légitime pour des parents de souhaiter que leur enfant suive leurs pratiques. Et peut-être d'autant pour un enfant ayant un parcours de vie inhabituel, les ayant parfois confrontés eux-mêmes à une parentalité inhabituelle. Dans les institutions de soins ou d'accompagnement, il est d'usage de veiller à respecter un équilibre entre les attentes familiales et les besoins exprimés par le résident lui-même.

Sur le plan des croyances religieuses, si le résident consommait de la viande porcine en dépit des interdits familiaux, cela pourrait être ressenti par les parents comme un acte d'impureté, et affecter leur perception de son respect des valeurs familiales et communautaires. Pour certaines familles, ces interdits sont profondément ancrés, et les transgresser peut être interprété comme une rupture symbolique avec leur héritage culturel et spirituel.

Dans la question qui est posée, il semble important de s'interroger sur les conséquences que pourraient avoir le non-respect des attentes familiales du point de vue du résident qui pourrait être pris dans un « conflit de loyauté » vis-à-vis de sa famille. Si on se réfère à Borzormenyi-Nagy, thérapeute familial, fondateur de l'approche de l'Ethique relationnelle, celui-ci invite à considérer que « *la loyauté résulte d'un engagement et se manifeste par un choix. Tant que nous n'avons pas de choix à faire, notre loyauté reste toujours invisible*¹ ». Il est intéressant d'éclairer en ce sens les « non-demandes explicites » de ce résident en matière de pratiques religieuses qui, peut-être, le préservent d'un clivage de loyauté entre le choix de ses parents et celui des professionnels qui l'accompagnent au quotidien. Être confronté à un conflit de loyauté aurait de probables conséquences dans ses relations.

Par ailleurs, ne pas considérer l'inscription du résident dans la demande exprimée par ses parents peut aussi créer une distance, voire une méfiance, dans la relation entre la famille et les professionnels. Lorsque les choix culturels et religieux transmis par la famille sont ignorés, les parents risquent de se sentir incompris ou même dévalorisés, ce qui fragiliserait la

¹ DUCOMMUN NAGY Catherine, La loyauté familiale une ressource relationnelle dans La revue Gérontologie et société N° 127

coopération entre la famille et les professionnels. Cette rupture de confiance compliquerait la communication, le partage des décisions et le soutien dont bénéficie le résident, nuisant à la qualité de l'accompagnement.

Même si le résident ne semble pas avoir de demande spécifique ou de pratique religieuse, il est important de l'accompagner en tenant compte de la complexité de ces questionnements pour appuyer les réponses sur des considérations éthiques.

En conclusion

L'approche éthique invite à ne pas poser le questionnement « d'une manière générale ». Il s'agit de réfléchir sur les situations de façon singulière, à partir d'éléments contextualisés et dans une dimension de partialité multidirectionnelle : dans l'accompagnement, le professionnel recherche à se ranger alternativement du côté de chaque membre de la famille. Une telle démarche aide chacun à affiner son point de vue et invite les uns et les autres à s'écouter attentivement.

Dans la situation présente, le processus du questionnement consiste à identifier quels leviers activer pour recueillir le choix de la personne concernée et selon quelles modalités avoir une discussion avec les parents sur le sujet.

Cette démarche impose de formuler les tensions qui peuvent exister entre les acteurs et de les mettre en réflexion. Il s'agit de rechercher les voies qui permettent de dépasser les divergences, en suivant l'exigeante ligne de crête qui cherche à comprendre ce qui motive la demande des uns et des autres.